

« PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE » UN PROGRÈS POUR LES HOSPITALIERS ?

En janvier 2027, les personnels de la fonction publique hospitalière devraient enfin¹ accéder à la « Protection Sociale Complémentaire » (PSC), financée pour moitié par leur établissement. Ils et elles seront les dernierEs à en bénéficier, après les salariéEs du secteur privé et des autres fonctions publiques. Alors que les cotisations aux mutuelles ont explosé, la PSC peut sembler une bonne nouvelle. Qu'en est il vraiment ?

Les silences du ministère

Pour l'instant, aucune information précise n'a été transmise aux syndicats. Que couvrira vraiment la PFC ? Qui sera couvert (contractuels ? famille ?) à quel prix ? Quelles cotisations resteront à la charge de l'agent ? Devrons-nous (comme dans l'Education nationale) payer des « options » supplémentaires pour accéder à des soins de qualité ? Quel sera le sort des retraités ?

Derrière toutes ces questions se pose celle des engagements financiers du ministère : Car faute d'un financement supplémentaire à la hauteur et durable, les établissements n'auront pas les moyens d'assurer la couverture complémentaire de leurs salariéEs. La seule « solution » sera de supprimer des emplois ! Ce fut déjà le cas avec le « Ségur » de la santé.

Au moment où le gouvernement annonce deux milliards de restrictions de plus sur les dépenses sociales, les silences du ministère sont très « parlant » : tout laisse présager une protection sociale au rabais, qu'il faudra compléter de notre poche, accompagnée d'une nouvelle dégradation des conditions de travail dues à de nouvelles suppressions de postes.

Une seule vraie solution : le 100% Sécu

Les organisations syndicales essaient de négocier au mieux la PSC pour obtenir le maximum de garanties. Mais face à l'austérité imposée par le ministère, nous n'obtiendrons que ce que nous imposerons par une mobilisation forte !

Quelques soient les garanties obtenues, la création de la PSC n'est pas une avancée mais un recul social. Elle s'inscrit dans la stratégie de démantèlement et de privatisation de la Sécurité sociale menée depuis son élection par E Macron, à la suite de ses prédécesseurs.

La seule véritable alternative est le 100% Sécu : une santé intégralement prise en charge par une sécurité sociale intégralement financée par les cotisations des employeurs et gérée par les assurés sociaux.



**Retrouvez-nous
en ligne !**



Instagram : @npa.anticapitaliste



Site : npa-lanticapitaliste.org

NPA
l'Anticapitaliste

HANTAVIRUS, EBOLA

LA COALITION MONDIALE DE L'INACTION

L'Argentine et le Chili faisaient face à une épidémie d'hantavirus dans le silence médiatique... jusqu'à ce que le hantavirus prenne le bateau et menace les pays riches. Les épidémies restent "invisibles" tant qu'elles touchent les pays pauvres.

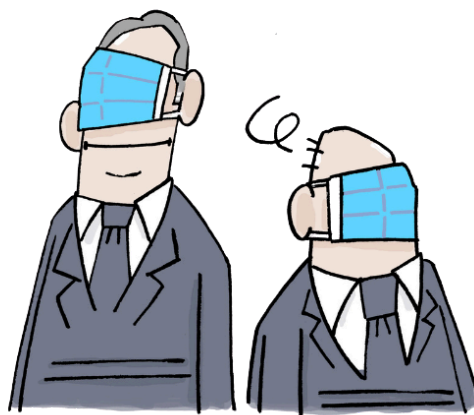
Déforestation, élevages industriels, climat, mégapoles : tout accélère les zoonoses. Santé humaine, animale et environnement sont liés mais la mondialisation capitaliste aggrave les risques tout en affaiblissant les systèmes de santé et la coopération internationale.

En Ituri, une nouvelle épidémie d'Ebola survient dans une zone minière en guerre, abimée par les groupes armés, la corruption et le pillage des ressources par les grands groupes miniers. Infrastructures détruites, populations déplacées : idéal pour une crise explosive.

Ebola existe depuis 1976 : 17 épidémies, des vaccins tardifs, un accès inégal, car une maladie jugée "non rentable".

Médecins Sans Frontières parle depuis des années d'une «coalition mondiale de l'inaction» : tant que la santé dépendra du marché, les pandémies seront à la fois produites... et ignorées.

EBOLA:
L'OCCIDENT PRÊT A FAIRE FACE



CHARMAG

RN : PLUTÔT BIG PHARMA QUE LES ENFANTS MALADES

Le Pen et Bardella trouvent qu'une taxe de 0,1% sur les géants pharmaceutiques, c'est encore trop... Même quand il s'agit de financer la recherche sur les cancers pédiatriques et les maladies rares. Le 13 mai, ils sont les seuls à avoir voté contre au Parlement. Pour eux : priorité aux assistés du CAC 40, pas aux enfants atteints du cancer!

Cette micro taxe devait prélever 40 millions d'euros sur une industrie qui fait des dizaines de milliards de profits.

Sanofi a raflé 5,6 milliards d'euros de bénéfices en 2024, après avoir reçu plus d'un milliard d'aides publiques en dix ans. Alors que que les pénuries de médicaments explosent en France, cela ne l'a pas empêché de vendre le Doliprane (Orpella) pour 10 milliards d'euros à un fonds d'investissement américain...

Le Pen, le peuple? Mon oeil. Priorité à Big Pharma contre les enfants malades...

**Retrouvez-nous
en ligne !**



Instagram : @npa.anticapitaliste



Site : npa-lanticapitaliste.org

NPA
l'Anticapitaliste